
Document préparatoire n° Voeu -1

Voeu commun des groupes de la majorité en faveur de l'appel pour un ultimatum climatique

Exposé

Du 7 au 18 décembre se tiendra à Copenhague la conférence internationale sur le climat. L'accord trouvé à Kyoto en 1997 qui demandait aux pays industrialisés de réduire de 5,2 % leurs émissions de gaz à effet de serre pour 2012 y sera renégocié.

Pour préserver notre planète, il faudra lutter ensemble et à toutes les échelles contre le réchauffement climatique. Et afin de mobiliser la société française, de montrer son soutien à des objectifs de négociation ambitieux, un appel, l'Ultimatum climatique (www.copenhague-2009.com) a été lancé par une douzaine d'Organisations non gouvernementales (ONG) comme le WWF, Greenpeace, Action contre la faim, Care, la Fédération internationale des droits de l'homme, la Fondation Hulot, les Amis de la terre, Oxfam, le Secours catholique, Médecins du monde, le réseau Action climat. Cet appel s'adresse au Président de la République. Il lui demande de plaider pour un accord ambitieux et de porter un mandat partagé par ses citoyens. Déjà signé par plus de 200 000 personnes, ce sera un signal fort adressé aux négociateurs dans un moment de grande incertitude sur la capacité des pays à trouver un véritable accord.

Les Etats doivent en effet prendre maintenant leurs responsabilités et négocier un accord à la hauteur des enjeux, un accord qui se doit d'être à la fois ambitieux et contraignant. En s'appuyant sur les rapports scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat de l'ONU, les ONG fixent effectivement à 40 % l'impératif de réduction des émissions des gaz à effet de serre dans les pays du nord d'ici l'an 2020, et chiffrent l'aide nécessaire aux pays en voie de développement à 100 milliards d'euros par an.

Les villes et collectivités territoriales ont également un rôle crucial à jouer : ce sont les villes qui concentrent près de 70 % de nos émissions de gaz à effet de serre. Sans elles, les engagements internationaux ne pourront donc être tenus. Elles sont enfin au plus près des habitants pour faire évoluer les comportements.

La Communauté urbaine du Grand Toulouse est elle-même pleinement engagée dans la lutte contre le réchauffement climatique : l'adoption prochaine d'un Plan climat, une commande publique responsable qui intègre la performance environnementale, le développement des transports en commun, des modes de déplacement doux et la lutte contre l'étalement urbain sont autant d'illustrations de notre volonté d'agir concrètement en faveur du développement durable.

Elle invite donc les communes et les habitants du grand Toulouse à devenir, comme la Communauté urbaine s'y engage elle-même, signataires et promoteurs de l'appel pour un Ultimatum climatique.

La Communauté urbaine du grand Toulouse s'associe à la démarche initiée par l'Ultimatum climatique et en signe l'appel, en vue de peser sur les accords de Copenhague.